

ÉPREUVE DE PRODUCTION ORALE

25 points

■ Consignes

Cette épreuve se déroulera en deux temps :

1. Exposé

À partir des documents proposés, vous préparerez un exposé sur le thème indiqué, et vous le présenterez au jury.

Votre exposé présentera une réflexion ordonnée sur ce sujet. Il comportera une introduction et une conclusion et mettra en évidence quelques points importants (3 ou 4 maximum).

Attention :

Les documents sont une *source documentaire* pour votre exposé.

Vous devez pouvoir en exploiter le contenu en y puisant des pistes de réflexion, des informations et des exemples, mais vous devez également introduire des commentaires, des idées et des exemples qui vous soient propres afin de construire une véritable *réflexion personnelle*.

En aucun cas vous ne devez vous limiter à un simple compte rendu des documents.

2. Entretien

Le jury vous posera ensuite quelques questions et s'entretiendra avec vous à propos du contenu de votre exposé.

■ Sujet n° 1 - Domaine : sciences

Thème de l'exposé : le réchauffement : état d'urgence ?

> Document n°1

Réchauffement. Pour eux, le non-respect de Kyoto est une atteinte aux droits de l'homme.

Climat de rébellion chez les Inuits

Par Carole DUFFRECHOU (Canada), *Libération*, lundi 15 décembre 2003

«C'est une question de vie ou de mort, martèle Sheila Watt-Cloutier. On ne sera pas des victimes impuissantes : on va se battre pour notre droit de subsistance.» Après un discours remarqué, mercredi à Milan, lors de la 9^e conférence des Nations unies sur le climat, la présidente de la Conférence circumpolaire des Inuits (CCI) enfonce le clou. Elle confirme que l'organisation qui représente 155 000 Inuits du Canada, d'Alaska, du Groenland et de Russie envisage de déposer un recours juridique devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme. La raison invoquée : la mise en péril du mode de vie ancestral du peuple Inuit, du fait des changements climatiques provoqués par les activités humaines.

«**Supermarché**». «Les gens s'inquiètent de la disparition des ours polaires d'ici 2070 parce qu'ils n'auront plus de banquise où aller chasser le phoque, mais les Inuits aussi font face à l'extinction pour les mêmes raisons et dans le même temps», met en garde Sheila Watt-Cloutier. Pour manger, «vous allez au supermarché, nous, nous allons sur la banquise. Manger ce qu'on chasse est au cœur de ce que signifie être Inuit. Quand on ne pourra plus chasser sur la glace, comment allons-nous nous définir ?» Considérant que leurs droits humains sont violés par les pays qui refusent de signer le protocole de Kyoto (Etats-Unis en tête), les Inuits songent à emprunter la voie juridique en invoquant la Déclaration des droits de l'homme de 1948. Une manière originale d'aborder la question du réchauffement planétaire qui pourrait inciter au dialogue. L'objectif étant de susciter un changement d'attitude et un engagement à long terme, et non d'obtenir une quelconque compensation financière, assure-t-on. Un procès, par ailleurs coûteux et technique, n'est pour l'instant pas envisagé.

Quant à la Commission qui étudiera leur cause, et qui sera invitée à venir constater sur place les impacts humains

des changements climatiques, elle n'a aucun pouvoir coercitif. Les Inuits attendent seulement d'elle une déclaration politique. «*On cherche à attirer l'attention du monde entier sur notre situation critique*», reconnaît la présidente de la CCI qui parle «*d'éduquer*» et «*d'informer*» les citoyens : «*C'est pour nous un bon moyen d'action, car même si on participe à des programmes onusiens sur l'environnement, on n'est toujours pas sur l'écran radar. Il s'agit de faire passer un message, et ce recours juridique aux droits de l'homme est une image très puissante.*»

John Keogak, 45 ans, chasseur à Sachs Harbour, reconnaît l'impact médiatique de la mesure, mais entretient peu d'illusions sur son efficacité. «*Les Etats-Unis ne vont probablement même pas écouter ce qu'on a à dire*», soupire-t-il. Cette communauté arctique d'une centaine d'âmes, isolée sur une île de la mer de Beaufort, a répertorié les changements observés depuis le début des années 90 : hivers moins rigoureux, hausse du niveau de la mer, formation de la glace plus tard dans la saison et dégel avancé, fonte du permafrost, arrivée de nouvelles espèces animales (rouges-gorges, saumons...). «*Il n'est désormais pas toujours possible d'aller sur la glace au moment des migrations des animaux et donc de pouvoir constituer nos stocks*», constate John Keogak, qui s'est déjà retrouvé pris au piège sur une plaque de glace détachée de la banquise. Il a dérivé pendant deux jours avant d'être secouru. «*Il faut aussi attendre plus longtemps avant que les fourrures des animaux soient d'une épaisseur convenable.*» Lui qui, enfant, suivait sa mère trappeur, peut encore aujourd'hui emmener son fils de 14 ans chasser, mais dit craindre la réduction des quotas de chasse pour les ours polaires. «*On se sent menacés. On ne sait pas à quoi va ressembler demain. Tout le monde ici ne parle que du temps qui change, et de la pollution, des voitures, des feux de forêts...*»

Documentation. Le recours devant la Commission des droits de l'homme qui devrait être officiellement validé par le conseil de la CCI au printemps pourrait nécessiter d'un à cinq ans de travaux de documentation avant d'être déposé. Les Inuits espèrent pouvoir s'appuyer sur un rapport qui sera remis en septembre 2004 aux huit pays du Conseil de l'Arctique. Ce sera l'étude la plus complète sur les changements climatiques régionaux. Ce document prévoit, à l'exception de la zone la plus proche du pôle Nord, la disparition des glaces permanentes de l'océan Arctique d'ici à la fin du siècle.

> Document n°2

Tiède sommet sur le réchauffement

Par Denis DELBECQ et Laure NOUALHAT, *Libération*, samedi 13 décembre 2003

Gueule de bois à Milan. La 9e conférence des Nations unies sur le climat s'est achevée hier, dans une ambiance mi-figue, mi-raisin. Tour d'horizon du bilan de ces douze jours de tractations.

Les plantations de forêt

C'est l'un des points essentiels du protocole de Kyoto. Il prévoit que les plantations de forêts sont déductibles des émissions de gaz à effet de serre (GES), puisque les arbres croissent en pompant le gaz carbonique dans l'air. Il faut planter deux arbres pour piéger les rejets liés au voyage aller-retour en avion d'une personne entre Milan et New York. Le sommet de Milan a permis de préciser ce que seront les «puits de carbone». Sont éligibles les forêts d'arbres de plus de deux mètres, dont le feuillage recouvre plus du dixième de la surface. Les écologistes n'ont pas réussi à faire exclure les plantations ne comportant qu'une seule essence, ni l'utilisation d'espèces «aliens» et de variétés transgéniques. En revanche, les Etats pourront refuser l'utilisation de ces arbres OGM en fonction de leur législation. Une clause qui a provoqué la colère des Etats-Unis.

La Russie se fait prier

Le pays, qui pèse 17 % des émissions de GES, doit impérativement ratifier le protocole de Kyoto pour que celui-ci entre en vigueur. Moscou a soufflé le chaud et le froid depuis plusieurs jours. Certains responsables craignent que le protocole ne handicape la croissance économique, tandis que d'autres mettent en avant les profits que rapporterait la vente de permis de polluer. Pour faire pression, l'Italie pourrait investir dans la réduction d'émission de GES en Russie, en cas de ratification. De son côté, la délégation américaine a tenté de persuader Moscou de ne pas approuver le texte, arguant que les technologies du futur permettraient de réduire les émissions de GES sans contrainte. Aucune décision russe n'est attendue avant l'élection présidentielle de mars.

Dissensions sur le fonds spécial

A Marrakech en 2001, 15 pays avaient décidé de créer un fonds spécial changements climatiques. Doté de 410 millions de dollars, il servira à financer l'adaptation des pays du Sud et le développement d'énergies propres. Ironie du sort, les riches membres de l'Opep souhaitent que ce fonds finance leur «diversification économique», rendue obligatoire par la chute à venir des exportations de pétrole. Grande-Bretagne et Allemagne refusent de participer si le fonds doit aider ces pays. La décision finale sera prise lors de la prochaine conférence à Buenos Aires.

Le combat des Inuits

«*Nous explorons la meilleure voie légale, probablement via le système interaméricain, en invoquant la déclaration des droits de l'homme de 1948.*» Sheila Watt-Cloutier, présidente de la Conférence circumpolaire des Inuits, a déclaré que les droits des 155 000 Inuits qui vivent au Canada, en Russie, au Groenland... sont menacés par le changement climatique. Les Inuits pourraient porter plainte contre les Etats-Unis.

Sujet n°2 - Domaine : Sciences humaines

Thème de l'exposé : La malnutrition

> Document n°1

L'obésité s'étend désormais aux pays en voie de développement

L'Organisation mondiale de la santé n'hésite pas à parler d'"épidémie mondiale". Dans les zones urbaines des pays pauvres, les plats gras et sucrés, peu chers et immédiatement disponibles, concurrencent la nourriture traditionnelle, plus coûteuse et plus longue à préparer.

Toujours durement touchés par l'insuffisance alimentaire, les pays les plus pauvres de la planète souffrent désormais également de son contraire, c'est-à-dire de l'obésité. La FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) estime que 95 % des personnes victimes de sous-alimentation chronique vivent dans les pays en voie de développement. Le colloque organisé par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), l'Institut de recherches pour le développement (IRD) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), sur le thème : "Le monde peut-il nourrir le monde ?", devait présenter, le 15 octobre à Paris, les politiques nationales et internationales susceptibles de remédier à ce fléau, ainsi que les questions sanitaires liées à la malnutrition et à la surnutrition.

Pour l'un des participants, Francis Delpeuch, directeur de l'unité de recherche nutrition, alimentation et société de l'IRD, à Montpellier (Hérault), l'obésité est un mal nouveau qui frappe désormais les pays en développement, et non plus seulement les pays riches et industrialisés (Europe et Etats-Unis). Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), on comptait environ 200 millions d'obèses dans le monde en 1995. Cette évaluation atteindrait aujourd'hui les 300 millions de personnes, dont 115 millions dans les pays en développement. Et ce chiffre devrait encore augmenter dans les prochaines années. A tel point que l'organisation internationale n'hésite pas à parler "*d'épidémie mondiale*".

PEU DE MARGE DE MANŒUVRE

(...) Cette évolution de la surcharge pondérale et de l'obésité est constatée dans toutes les grandes régions du globe. En Tunisie, le taux de surpoids est passé d'environ 28 % à 42 % en 1997. Au Brésil, de 22 % en 1974 à 34 % en 1989. La Chine et l'Inde connaissent depuis dix ans une augmentation du taux de surpoids de 5 %. Dans les Caraïbes anglophones, 25 % des hommes et 50 % des femmes sont déjà obèses. L'obésité frappe également l'Afrique subsaharienne, où vivent la plupart des populations sous-alimentées du monde (12,1 %), et l'Egypte (33 %).

L'industrialisation de l'alimentation et le manque d'activité physique, associés à l'urbanisation, expliquent pour une grande part le développement de cette épidémie mondiale, que l'on rencontre surtout dans les villes des pays en voie de développement. Les populations passent alors d'un régime alimentaire traditionnel reposant sur les céréales, racines ou tubercules, comportant une faible proportion de lipides, peu de produits d'origine animale et une forte teneur en fibres, à une alimentation beaucoup plus riche en sucre, en lipides, en sel et, au total, en calories. Ce qui représente un changement considérable pour des populations qui ont, jusqu'à présent, surtout été confrontées à la pénurie.

Une étude portant sur 133 pays en développement indique que la migration dans les villes peut entraîner jusqu'à un doublement de la consommation de plats gras et sucrés, peu chers et immédiatement disponibles, au détriment d'une nourriture traditionnelle plus coûteuse et nécessitant un temps plus long de préparation. Selon les auteurs de l'article *Cahiers santé*, l'accès facile à des huiles peu onéreuses a joué un rôle prépondérant en raison d'une production industrielle généralisée à bas prix. Ce qui a entraîné la multiplication par quatre de la consommation des huiles végétales par personne dans le monde au cours des quarante dernières années. A cela s'ajoute la diminution de l'activité physique. L'accès à des moyens de transport, la mécanisation du travail et la sédentarisation, l'augmentation des loisirs passifs, comme le cinéma et la télévision, jouent certainement un rôle dans les changements observés dans les pays en voie de développement.

Malheureusement, seuls les milieux favorisés et plus éduqués sont capables de renverser cette tendance en prenant en compte cet aspect du problème dans leur vie quotidienne. On a ainsi constaté, chez les femmes urbaines de haut niveau socio-économique, au Brésil, 28 % de réduction de la surcharge pondérale de 1989 à 1997. " *Au final, explique Francis Delpeuch, ce sont les pauvres qui sont les plus touchés par cette montée de l'obésité, car ils n'ont que très peu de marge de manœuvre.*" Des pauvres, qui, s'ils mangent plus, ne mangent pas mieux. " *On pensait autrefois que si les régimes alimentaires étaient suffisamment énergétiques, les micronutriments suivraient*", explique ainsi Barbara Burlingame, fonctionnaire principale de la FAO. " *Mais les gens mangent de plus en plus de nourriture bon marché qui remplit l'estomac, sans fournir à l'organisme les oligo-éléments dont il a besoin.*"

Toutes ces données indiquent " *que le problème de la malnutrition devient plus complexe et que les stratégies de lutte des pays et des organisations internationales devront s'attaquer au triple fardeau qui pèse désormais sur les pays en développement : les maladies infectieuses, les carences alimentaires et les maladies chroniques liées à la surcharge pondérale*", précise Francis Delpeuch. " *Les changements dans les systèmes alimentaires - depuis le champ jusqu'à l'assiette - nécessitent aussi de nouvelles politiques. Dans ce domaine, la recherche et l'action publique ont un rôle essentiel à jouer.*"

Christiane Galus *Le Monde* du 15 octobre 2003

> Document n°2

Malgré les gains de productivité, la sous-alimentation affecte 840 millions de personnes.

Malgré la montée des problèmes liés à l'obésité, la priorité absolue de la FAO reste la lutte contre la faim, car 840 millions de personnes continuent de souffrir chroniquement de sous-alimentation. " *Nous sommes donc bien trop loin de l'objectif fixé en 1996 par le Sommet mondial de l'alimentation, qui souhaitait réduire de moitié d'ici 2015 le nombre des victimes de la faim*", doit expliquer le directeur général de la FAO lors de la Journée mondiale de l'alimentation, jeudi 16 octobre, à Rome.

Jamais auparavant l'humanité n'avait produit autant de nourriture. " *Et nous disposons de technologies capables d'accroître considérablement la productivité des exploitations agricoles et de mieux maîtriser les ressources en eau*", précise-t-il. Ce qui manque, c'est la volonté politique de s'attaquer aux causes profondes de la faim sous toutes ses formes. Aussi, la journée du 16 octobre est-elle centrée sur une " *alliance internationale contre la faim*", qui devrait, espère la FAO, jouer un rôle de catalyseur, en mettant en commun les forces de chacun : producteurs d'aliments, consommateurs, organisations internationales, industries agroalimentaires, scientifiques, bailleurs de fonds, groupes religieux et organisations non gouvernementales.

"L'ÉCART SE CREUSE"

Si les centaines de millions d'affamés de la planète sont inacceptables, la situation alimentaire internationale donne pourtant, selon les spécialistes, " *des signes lents mais tangibles d'amélioration*". Ainsi, en cinquante ans, " *la quantité d'aliments disponible pour chaque habitant de la Terre est passée, en moyenne, de 2 320 à 2 800 kilocalories par jour*", expliquait, en 2002, Bertrand Hervieu, président de l'INRA, devant l'Académie des sciences morales et politiques. Une amélioration d'autant plus remarquable que, dans le même temps, la population mondiale a plus que doublé, passant de 2,5 milliards de personnes en 1950 à plus de 6 milliards aujourd'hui. " *Nous sommes dans un monde globalement mieux nourri. Malheureusement, il ne s'agit que de moyenne. Force est de constater que l'écart se creuse entre les pays en développement qui, progressivement, sortent de la pénurie chronique, et ceux qui stagnent ou régressent dans leur combat contre la faim.*"

Ainsi, en Amérique latine, en Asie de l'Est et du Sud-Est, et même au sein du sous-continent indien, de gros progrès ont été accomplis depuis trente ans. Mais les pays les plus défavorisés voient leur situation alimentaire se dégrader inexorablement. Le nombre de mal-nourris dans les pays les moins avancés a ainsi doublé au cours des trente dernières années, passant de 116 à 235 millions.

La malnutrition apparaît donc aujourd'hui comme le résultat d'une organisation inadéquate du système économique et politique. " *Les guerres, l'instabilité politique sont pour l'essentiel à l'origine des famines et des situations de pénurie qui règnent aujourd'hui dans le monde*", précisait encore Bertrand Hervieu. De plus, la malnutrition frappe ceux qui devraient contribuer à nourrir leurs concitoyens : " *Six cents millions de paysans pauvres, victimes de la baisse des prix dictée par la libéralisation des échanges, doivent amputer leurs réserves d'autoconsommation pour renouveler - sans y parvenir bien souvent - leur potentiel de production.*"

Malgré les progrès accomplis, la situation alimentaire mondiale reste donc préoccupante, surtout si on la met en relation avec les données démographiques. La population mondiale, malgré un net ralentissement, augmente. Et elle pourrait atteindre 9,3 milliards de personnes en 2050, et plafonner autour de 10,5 à 11 milliards à la fin du XXI^e siècle. Or, la croissance démographique concerne surtout les pays en voie de développement, qui connaissent aujourd'hui des problèmes de sous-alimentation et de mauvaise alimentation.

Christiane Galus *Le Monde* du 15 octobre 2003